



Paris, le 23 octobre 2011

Communiqué intersyndical au 4e jour de grève au musée d'Orsay

Réunis en assemblée générale ce matin, les personnels réaffirment leurs revendications formulées dans la pétition d'avril 2011 :

- 20 postes d'agents titulaires d'accueil-surveillance pour compenser la chute des effectifs de ces dernières années et faire face à l'ouverture de 2000 m² supplémentaires de salles d'exposition ainsi qu'à une fréquentation attendue en hausse.
- l'ouverture immédiate d'un recrutement sans concours.

A défaut, les personnels refusent l'ouverture au public du Pavillon amont.

L'abaissement du plafond d'emploi, de 476 en 2010, puis 464 en 2011, ramené à 450 en 2012 est INACCEPTABLE. Ces réductions définitives correspondent à la totalité des départs en retraite au sein du musée.

Le plafond d'emploi doit impérativement être remonté pour pérenniser l'arrivée d'agents titulaires, dont ceux soi-disant « garantis » par la Direction générale des patrimoines à horizon été 2012... Et maintenir le niveau des effectifs attribués au NOUVEL ORSAY compte tenu des départs en retraite à venir.

En période d'examen au Parlement du Projet de loi de Finances 2012, le ministère de la Culture doit rapidement arbitrer ses priorités. Le fonctionnement des établissements ouverts au public doit être consolidé pour leur permettre de remplir pleinement leurs missions ; surtout quand ces musées se développent et accroissent leur activité et leur fréquentation.

Il en va de leur notoriété, de leur rayonnement, comme de leur sécurité et de la satisfaction du public.

Cependant, les personnels du musée d'Orsay refusent que les affectations entrantes se fassent au détriment des emplois dans d'autres établissements ouverts au public.

Il serait évidemment contre-productif d'affaiblir des musées déjà touchés par le sous-effectif depuis plusieurs années en transférant leurs emplois vers de nouveaux projets en gestation, à l'étude, balbutiants, aux financements incertains et à la soutenabilité improbable.

L'intersyndicale du musée d'Orsay, qui n'a aucune nouvelle de l'administration depuis vendredi 22, exige d'être reçue demain lundi 24 octobre par la tutelle ministérielle, conjointement avec la Direction de l'établissement public afin qu'ils proposent enfin des solutions concrètes et immédiates.